

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Personne publique :

INSTITUT AGRO RENNES ANGERS

65 Rue de Saint-Brieuc
35 042 Rennes

Affaire n°25A0009

-

OBJET : Prestation de restauration du modèle anatomique de cheval du Docteur Auzoux



Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application des articles L.2120-1 2°, L. 2123-1, R. 2123-1, R 2123-4 à 6 et R. 2131-12 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GENERALES _____	4
1.1. Objet du marché _____	4
1.1-1 Objet _____	4
1.1-2 Décomposition du marché public en tranches et lots _____	4
1.1-3 Variantes : _____	5
1.2. Forme, durée, procédure et mode de passation _____	5
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE _____	5
2.1. Pièces contractuelles _____	5
2.2. Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles _____	6
ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE _____	6
3.1. Obligation de résultat, qualifications professionnelles attendues et réunion d'avancement : _	6
3.2. Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion _____	7
3.3 Modification des données administratives (clause de réexamen) _____	7
3.4. Discrétion et confidentialité _____	8
3.5. Accès _____	8
3.6. Assurance _____	8
3.7. Sous-Traitance _____	9
ARTICLE 4 : OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION _____	9
4.1 Opérations de vérifications-Décisions après vérifications _____	9
4.2 Vérifications simples _____	9
4.3 Vérifications approfondies _____	9
4.4 Décisions de l'administration _____	10
4.5 Remise d'un dossier de restauration _____	10
ARTICLE 5 : PENALITES _____	10
5.1 Pénalités de retard _____	10
5.2 Pénalités pour autres litiges d'exécution _____	10
5.3 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant _____	11
5.4 Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers _____	11
5.4.1 Pénalités relatives la déclaration de détachement _____	11
5.4.2 Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers _____	11
5.5 Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail _____	11
ARTICLE 6 : MODALITES FINANCIERES _____	11

6.1 Modalités de détermination des prix _____	11
6.1.1 Caractéristiques et contenu des prix _____	11
6.1.2 Variation et prix de règlements _____	12
6.2 Modalités de règlements des comptes _____	12
6.2.1 Règlement du prix des prestations _____	12
6.2.2 Modalités de facturation _____	12
6.3 Intérêts moratoires _____	13
6.4 Avance _____	14
6.5 Retenue de garantie et cautionnement _____	14
6.6 Acomptes et paiements partiels définitifs _____	14
6.7 Cession ou Nantissement _____	14
ARTICLE 7 : SAUVEGARDE, REDRESSEMENT, liquidation judiciaire, RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT _____	14
7.1 Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire _____	14
7.2 Résiliation _____	15
7.3 Exécution par défaut _____	15
ARTICLE 8 : DISPOSITIONS PARTICULIERES _____	15
8.1. Langue _____	15
8.2. Droit applicable _____	16
8.3. Monnaie _____	16
ARTICLE 9 : DIFFERENTS ET LITIGES _____	16
ARTICLE 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX _____	16

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

1.1-1 Objet

Le présent marché a pour objet : **La prestation de restauration du modèle anatomique de cheval du Docteur Auzoux.**

Il s'agit d'une prestation de restauration d'un mannequin de cheval, en papier mâché, créé par Louis Auzoux, daté de 1851 et conservé à l'Institut Agro Rennes-Angers.

La prestation s'exécutera dans un atelier extérieur.

Le délai maximal de restauration en atelier est fixé à 8 mois à compter de l'ordre de service de démarrage.

1.1-2 Décomposition du marché public en tranches et lots

Le marché public est à lot unique car la division des prestations en lots rendrait techniquement difficile l'exécution des prestations et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

La consultation donnera lieu à un marché à tranches avec une tranche ferme et une tranche conditionnelle. L'exécution successive des tranches du présent marché est rendue obligatoire à l'initiative de l'Institut Agro.

- Tranche ferme : La phase initiale de la restauration (démontage, nettoyage, traitement des pièces détachables, etc.).

✓ **Consistance** : Elle concerne les prestations suivantes :

- Le démontage et remontage des pièces détachables,
- Le traitement de dépoussiérage et nettoyage de chaque pièce,
- La reprise et la réintégration d'éléments de fixation (crochets ou autres) (hors comblement des lacunes de couche picturale et restauration du socle et de la demi-tête),
- La documentation afférente,
- La fournitures et matériaux nécessaires à la prestation,
- La coordination du projet.

✓ **Prix ou ses modalités de détermination** : Le montant maximum de la tranche ferme est de : 60 000 €HT

✓ **Modalités d'exécution** :

- Tranche optionnelle (clause de réexamen) : La restauration de la couche picturale, du socle et de la demi-tête.

✓ **Consistance** : cette tranche concerne les prestations suivantes :

- Le comblement des lacunes de couche picturale,
- Le traitement du socle et de la demi-tête. A noter que la demi-tête devra être replacée sur le modèle sur le site de l'Institut Agro-Rennes (au regard d'une contrainte sur la boîte de conditionnement/transport existante).

- ✓ **Prix ou ses modalités de détermination :** Le montant maximum de la tranche optionnelle est de : 17 000€HT
- ✓ **Modalités d'exécution :**

Conformément à l'article R2113-6 du Code de la Commande Publique, la décision d'affermissement de la tranche optionnelle sera, le cas échéant, notifiée par l'acheteur par ordre de service.

- ✓ **Conditions d'affermissement :**

L'affermissement de la tranche conditionnelle se fera au regard de crédits financiers suffisants.

Des précisions sur les conditions d'exécution de la tranche optionnelle pourront être apportées par ordre de service à l'issu de son affermissement.

La tranche optionnelle pourra être affermie pendant la période de validité du marché si le pouvoir adjudicateur le décide. Dans ces conditions, le titulaire sera informé de la décision du pouvoir adjudicateur.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas affermir la tranche optionnelle, aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire du marché.

1.1-3 Variantes :

1.1-3.1 - Variantes proposées

Aucune variante au sens de l'article R. 2151-8 2° du Code de la commande publique n'est autorisée.

1.1-3.2 - Prestations supplémentaires éventuelles

Une prestation éventuelle supplémentaire facultative (PSEF) est prévue pour le transport du modèle à restaurer entre son lieu de conservation actuel (site de l'Institut Agro de Rennes) et l'atelier de restauration du prestataire.

Cette PSEF sera chiffrée dans l'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE).

Le titulaire se chargera alors de réaliser ou faire réaliser cette prestation de retrait, transport puis livraison une fois le modèle restauré.

1.2. Forme, durée, procédure et mode de passation

La présente consultation fait l'objet d'une procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique.

La consultation aboutira à un marché ordinaire avec une décomposition en tranche (tranche ferme + tranche optionnelle n°1).

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée de 24 mois.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre :

- ✓ **L'acte d'engagement** (formulaire ATTR11) à compléter et à signer par l'attributaire du marché uniquement et son annexe financière à compléter au dépôt de l'offre : « Décomposition du prix global et forfaitaire » ;
- ✓ Le présent **cahier des clauses administratives particulières (CCP)** et son annexe « Cadre de réponse techniques » ;
- ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (**CCAG-FCS**), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 ;
- ✓ **L'offre technique du prestataire** et le cas échéant les pièces supplémentaires présentées par le Titulaire (mémoire technique).
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public ;

Seuls, les exemplaires des documents, listés ci-dessous et conservés par le Pouvoir Adjudicateur, font foi.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour d'établissement des prix.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

2.2. Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent marché constitué des documents contractuels, définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Toute clause portée aux conditions générales de vente du Titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessous, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Les pièces générales (CCAG-FCS), normes, lois et décrets, spécifications techniques applicables, bien que non jointes matériellement au présent marché, sont réputées parfaitement connues par le Titulaire. Ce dernier ne peut donc en invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1. Obligation de résultat, qualifications professionnelles attendues et réunion d'avancement :

Il est laissé à l'appréciation des candidats le soin de proposer le type de technique à utiliser pour effectuer la prestation. Le choix devra être fondé sur le fruit de l'expérience, sur les publications agréées par le milieu professionnel et devra être validé par la Chef du Service Documentation de l'Institut Agro Rennes-Angers.

L'offre devra inclure tous les matériels nécessaires à la mission de restauration.

Le personnel du titulaire devra répondre aux critères d'habilitation définis par le Code du Patrimoine conformément au décret n°2011-217 du 25 février 2011. Cette dernière devra notamment être

constituée de restaurateurs de patrimoine agréés en spécialité « arts graphiques, sculpture, et éventuellement métal ».

Le candidat devra attester d'une expérience préalable de restauration d'un grand modèle écorché du Docteur Auzoux.

Une réunion d'avancement des travaux sera organisée (en visio ou en présentiel) tous les mois. Le titulaire du marché aura la charge de la rédaction du Procès-Verbal.

Les réunions d'avancement entre l'Institut Agro Rennes-Angers et le titulaire devront se tenir en langue française.

La restauration est financée par des mécènes qui pourraient avoir des demandes en termes de communication et de retour d'image. A ce titre, le prestataire sera tenu de se rendre disponible pour des visites de l'atelier et d'explication sur le travail de restauration.

3.2. Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion

- ✓ Conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire devra fournir à l'acheteur, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5.
- ✓ En cas de sous traitance, le titulaire devra également fournir ces pièces pour son ou ses sous-traitants.
- ✓ En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.
Cette liste doit préciser pour chaque salarié :
 - 1° Sa date d'embauche ;
 - 2° Sa nationalité ;
 - 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

3.3 Modification des données administratives (clause de réexamen)

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

Direction des Achats et des Marchés Publics de l'Institut Agro

Bâtiment 1 - 1er étage

2 Place Pierre Viala

34060 Montpellier Cedex 2

et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si l'acheteur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

3.4. Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation

3.5. Accès

Les immeubles de l'Institut Agro Rennes Angers sont équipés d'un contrôle d'accès, nécessitant une prise de contact préalable avec le responsable du site, ou son représentant, avant toute intervention, en vue de la mise à disposition d'un badge d'accès temporaire ou d'un accompagnateur.

Le Titulaire doit fournir les renseignements nécessaires à l'établissement de laissez-passer permanents ou provisoires, qui peuvent être exigés pour la circulation du personnel. Aucun agent du Titulaire et de ses sous-traitants ne peut être admis s'il n'est pas muni de son laissez-passer remis par l'Institut Agro Rennes Angers.

Le Titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et qu'elle qu'en soit la cause.

3.6. Assurance

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G.-FCS, le Titulaire devra justifier, avant la notification du marché, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le titulaire devra à l'attribution du marché fournir une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle entreprise des restaurateurs d'œuvre d'art garantissant les opérations de restauration et de conservation d'œuvre d'art en cours de validité. Le cheval d'Auzoux, objet de la prestation sera sous la responsabilité du prestataire le temps de la restauration dans son atelier

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et

que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

En outre, le Titulaire doit informer l'Etablissement de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, dans les 7 jours qui suivent sa décision.

Le Titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'établissement par la présentation des polices et quittances correspondantes.

3.7. Sous-Traitance

Le Titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'Etablissement l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de **ses** conditions de paiement, s'ils ne sont pas intervenus au moment de l'offre, doivent être demandés après la conclusion du marché, par remise d'une déclaration spéciale, formulaire DC 4 téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

Le dossier de présentation du sous-traitant doit comporter les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du Titulaire pour apprécier les capacités financières, professionnelles et techniques, et ce en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Etablissement bénéficiaire, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

ARTICLE 4 : OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION

4.1 Opérations de vérifications-Décisions après vérifications

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G-FCS, l'acheteur n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'acheteur pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

4.2 Vérifications simples

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures ou de la mise en service dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la qualité des fournitures ou prestations de services.

Elles consistent également à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché public ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

En cas de non-conformité, l'administration notifie sa décision sur le champ : le titulaire doit reprendre l'excédent ou compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira où effectuer une nouvelle livraison de la fourniture ou de la prestation de service jugée de mauvaise qualité.

4.3 Vérifications approfondies

Ces opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison des

fournitures ou de la mise en service dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché public ou de la commande.

Les vérifications prévues ci-dessus sont effectuées dans le délai maximum de :
Vérifications quantitatives : 30 jours par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS
Vérifications qualitatives : 30 jours par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS

4.4 Décisions de l'administration

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS par l'administration.

4.5 Remise d'un dossier de restauration

Une fois la prestation effectuée, le titulaire devra remettre au plus tard un mois après la livraison du mannequin un dossier de restauration comprenant notamment :

- un jeu de photos présentant le mannequin avant, pendant et après les travaux de restauration,
- le détail des traitements effectués,
- la liste des produits utilisés.

A la fin de la prestation il sera dressé un constat d'état contradictoire du mannequin.

L'ensemble des pièces du dossier sera libéré des droits patrimoniaux. Le prestataire est informé qu'elles pourront être utilisées à des fins de documentation, de gestion interne de l'objet et de communication.

ARTICLE 5 : PENALITES

5.1 Pénalités de retard

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.

$$P = V * R / 100 ;$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

En application des dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

5.2 Pénalités pour autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisées) ou des bons de livraison, ou non remise des documents demandés..., une pénalité forfaitaire de 30 euros par document non conforme pourra être appliquée.

5.3 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 300 euros sur simple constat de l'acheteur.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par l'acheteur. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 300 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

L'acheteur interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par l'acheteur.

5.4 Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

5.4.1 Pénalités relatives la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 300 euros sur simple constat de l'acheteur.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur, de l'accusé de réception de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 300 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du CCAG FCS.

5.4.2 Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 500 euros sur simple constat de l'acheteur.

5.5 Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée dans le présent CCP expose le titulaire à une pénalité journalière de 300 euros.

Les pénalités sont cumulables et peuvent être retenues sur les sommes (précompte sur les acomptes ou sur le solde) à devoir au titulaire ou faire l'objet d'un titre de recette, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du manquement.

ARTICLE 6 : MODALITES FINANCIERES

6.1 Modalités de détermination des prix

6.1.1 Caractéristiques et contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le marché public est traité à prix forfaitaire.

6.1.2 Variation et prix de règlements

Le marché public est conclu à prix ferme.

6.2 Modalités de règlements des comptes

6.2.1 Règlement du prix des prestations

Chaque règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et les dispositions du CCAG-FCS. Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture.

NOTA : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte de ce délai peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations prévues au présent marché et constatées par le Pouvoir Adjudicateur.

Les prestations sont payées à l'issue de leur exécution et de leur admission prononcée selon les modalités du présent CCP.

Les pénalités dont le titulaire peut être redevable, sont réglées au moyen de précomptes sur les paiements à lui faire.

6.2.2 Modalités de facturation

En application des articles L.2192-1 à L.2192-7, D.2192-1 à D.2192-2 et R.2192-3 du CCP, le titulaire doit transmettre ses factures sous format électronique

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS et selon les modalités définies ci-dessous.

1/ Facture électronique

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail. **Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.**

Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via

la plateforme Chorus Pro.

2/ Dépôt de la facture électronique :

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

6.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai. Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

6.4 Avance

En application de l'article 11.1 du CCAG FCS, le titulaire et son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 10 %

Le titulaire peut y renoncer. Dans cette hypothèse, mention en est faite sur l'acte d'engagement.

Les modalités de versement de l'avance sont les suivantes :

Le montant de l'avance sera réglé en totalité dans un délai de 30 jours maximum à compter de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage, et au plus tard, avant le paiement du premier acompte.

6.5 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

6.6 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du code de la commande publique.

6.7 Cession ou Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du CCP.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

ARTICLE 7 : SAUVEGARDE, REDRESSEMENT, LIQUIDATION JUDICIAIRE, RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAUT

7.1 Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Etablissement. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

7.2 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 38 à 43 du CCAG-FCS.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents de l'Etablissement sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ainsi qu'en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public et à des conditions financières moins onéreuses (achats mutualisés) ou de perte des budgets alloués pour la prestation.

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, rejet des fournitures, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes, non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers,).

7.3 Exécution par défaut

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire, conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

8.1. Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue Française ou accompagnés d'une

traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

8.2. Droit applicable

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

8.3. Monnaie

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

ARTICLE 9 : DIFFERENTS ET LITIGES

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 46 du CCAG FCS.

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

ARTICLE 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles, sont apportées aux articles suivants :

Article du CCP effectuant la dérogation	Article du CCAG-FCS concerné
2.1-Pièces contractuelles	Article 4.2.1 du CCAG FCS
2.1-Pièces contractuelles	Article 4.1 du CCAG FCS
3.6- Assurance	Article 9.2 du CCAG FCS
4.1- Opérations de vérifications-Décisions après vérifications	Article 27.3 du CCAG FCS
4.3-Vérification approfondies	Article 28.2 du CCAG FCS
5.1- Pénalités de retard	Article 14.1.1 du CCAG FCS
5.1- Pénalités de retard	Article 14.1.3 du CCAG FCS
7.2 Résiliation	Article 42 du CCAG FCS